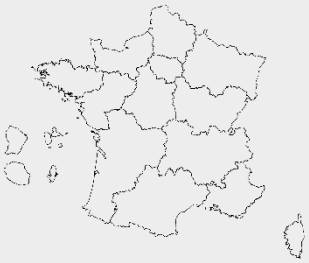
ÎLE-DE-FRANCE CERC FILIÈRE CONSTRUCTION Mesurer. Anticiper.



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE

GIE RÉSEAU DES CERC FILIÈRE CONSTRUCTION Mesurer. Anticiper.

Conception Pôle de compétence CERC

N°84 | FEVRIER 2022

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

Bâtiment – Construction neuve

	Île-de-France			France		
Construction neuve						
Bâtiment résidentiel						
Construction						
Logements mis en chantier Situation à fin décembre 2021Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+5,0%	▲	64 300 lgts	+10,7%	▲	386 700 lgts
Logements autorisés Situation à fin décembre 2021Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+13,0%	▲	72 600 lgts	+18,9%	▲	471 000 lgts
Commercialisation						
Réservations de logements (indiv. + coll.) Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	-0,8%	▼	7 002 lgts	+3,2%	▲	28 834 lgts
Encours de logements (indiv + coll.) A la fin du 4° trimestre 2021(évol 1an)	+7,1%	▲	23 473 lgts	-2,2%	▼	95 382 lgts
Prix des logements collectifs Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	+4,1%	▲	5 319 €/m²	+4,7%	▲	4 514 €/m²
Bâtiment non résidentiel						
Bâtiment non résidentiel - construction						
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin décembre 2021Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+14,8%	▲	3 150 mill. m²	+5,3%	▲	25 077 mill. m²
Surface de locaux autorisés Situation à fin décembre 2021Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-3,7%	▼	4 103 mill. m²	+12,0%	▲	38 068 mill. m²

Bâtiment – Entretien-rénovation

	Île-de-France			France		
Entretien-rénovation						
Activité en entretien-rénovation						
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	-0,1%	=		+1,0%	▲	
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	+6,7%	▲		+7,7%	▲	
Perspectives d'activité en entretien-rénovation						
Carnets de commande entretien-rénovation A la fin du 4° trimestre 2021(évol 1an)		=	10,8 mois		=	16,4 mois
Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation Pour le 1° trimestre 2022 (évol 1trimestre)		=	25%		▲	24%

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

Travaux Publics

	Île-de-France			France		
Travaux Publics						
Activité des entreprises TP						
Activité récente Au 4° trimestre 2021(évol 1trimestre, solde d'opinion)		▲	-15		=	-2
Perspectives d'activité des entreprises TP						
Prévisions d'activité Pour le 1° trimestre 2022		▼	-24		▼	-22
Carnets de commandes Au 4° trimestre 2021(évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois	+1,2 mois	▲	8,5 mois	0,1 mois	=	6,2 mois

Industrie des Matériaux

	Île-de-France			France		
Industrie de Matériaux						
Production de Matériaux						
Production BPE Production de BPE entre janv. et nov. 2021(évol 1an), en m3	+5,0%	▲	5 317 906 m3	+11,5%	▲	38 077 814 m3
Production Granulats Production de Granulats entre janv. et nov. 2021(évol 1an), en milliers de tonnes	-7,6%	▼	8 358 kt	+9,0%	▲	308 211 kt

Appareil de Production

	Île-de-France			France		
Appareil de production						
Emploi						
Emplois salariés dans la construction A la fin du 3° trimestre 2021(évol 1an)	+2,4%	▲	342 054 sal.	+2,8%	▲	1 531 885 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Nov. 2021(évol 1an)	+2,2%	▲	26 647 ETP	+3,3%	▲	158 532 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	-3,6%	▼	42 458 DEFM	-8,4%	▼	241 339 DEFM
Santé des entreprises						
Créations d'entreprises Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	-8,6%	▼	3 986 créations	-4,7%	▼	22 276 créations
Défaillance d'entreprises Au 4° trimestre 2021(évol 1an)	+12,2%	▲	416 défaillances	+11,6%	▲	1 069 défaillances

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

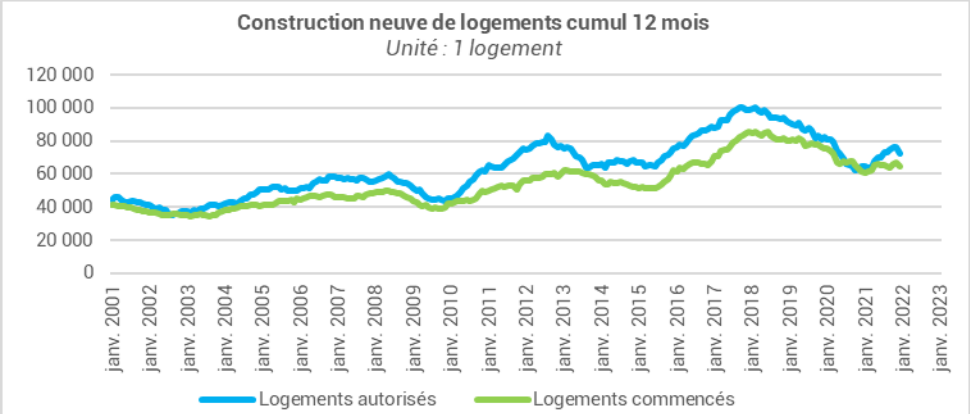
LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS EN HAUSSE

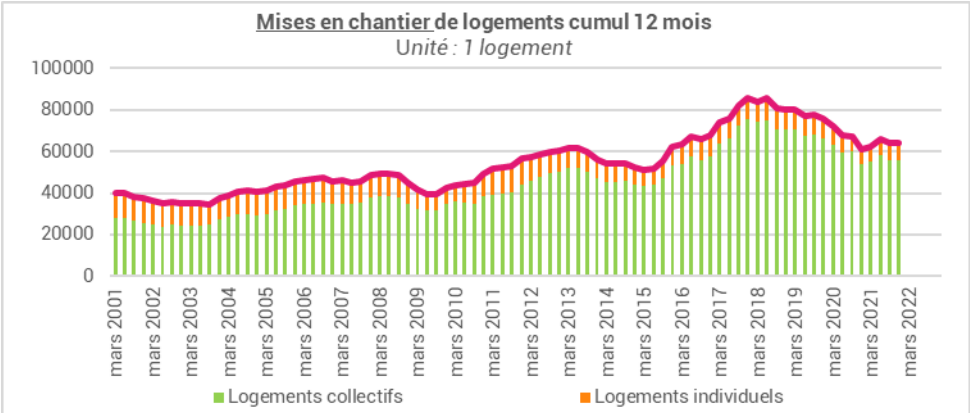
Sur l'année 2021, la construction francilienne de logements neufs est en hausse en Île-de-France : 64 300 logements ont été commencés entre début janvier 2021 et fin décembre 2021, soit une augmentation de +5% des mises en chantiers par rapport à l'année 2020. Au niveau des autorisations, le constat est d'autant plus positif. Sur les 12 derniers mois, 72 600 autorisations de construction de logements ont été délivrées, soit +13% de plus que l'année précédente sur cette même période. En proportion du nombre de logements, ce sont les logements individuels groupés qui connaissent la plus forte augmentation par rapport à la même période l'année précédente : plus de 25% de hausse des mises en chantier et plus de 33,1% d'augmentation des autorisations de constructions.

Au niveau national, la quasi-totalité des régions connait une hausse relativement importante de leurs mises en chantier de logements sur l'année 2021, par rapport à la même période l'année précédant. L' Île-de-France et la région PACA restent cependant les régions de France métropolitaines qui enregistrent la hausse la plus faible.

Il est important de mentionner que cet indicateur est à interpréter à l'aune du contexte prévalant l'année 2020, à savoir la crise de la Covid-19. En effet, la période de comparaison de cet indicateur est l'année 2020, année de la crise sanitaire. Aussi, la hausse les mises en chantiers et des autorisations constatées en 2021 restent relativement faibles par rapport aux baisses de ces indicateurs enregistrées en 2020 (-16,7% de mises en chantier et -25% d'autorisations en 2020). Le rebond de 2021 ne permet donc pas à la construction neuve de logement de renouer avec son niveau d'avant crise (80 413 logements commencés et 82 074 autorisations de logements en 2019).

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2021	Evol 1 an	
Total logements commencés	**64 300 lgts**	**+5,0%**	▲
Dont individuels purs	5 700 lgts	+14,3%	▲
Dont individuels groupés	2 700 lgts	+22,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	55 900 lgts	+3,5%	▲
Total logements autorisés	**72 600 lgts**	**+13,0%**	▲
Dont individuels purs	7 400 lgts	+25,0%	▲
Dont individuels groupés	3 400 lgts	+33,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	61 800 lgts	+10,7%	▲



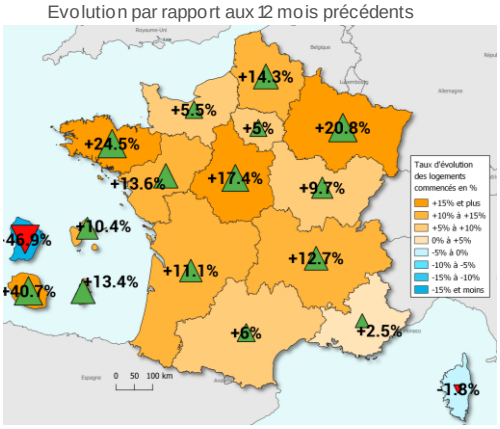


MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2021)

64 300 lgts

+5,0% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin décembre 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Réalisation : GIE Réseau des CERC

Avertissement :
Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

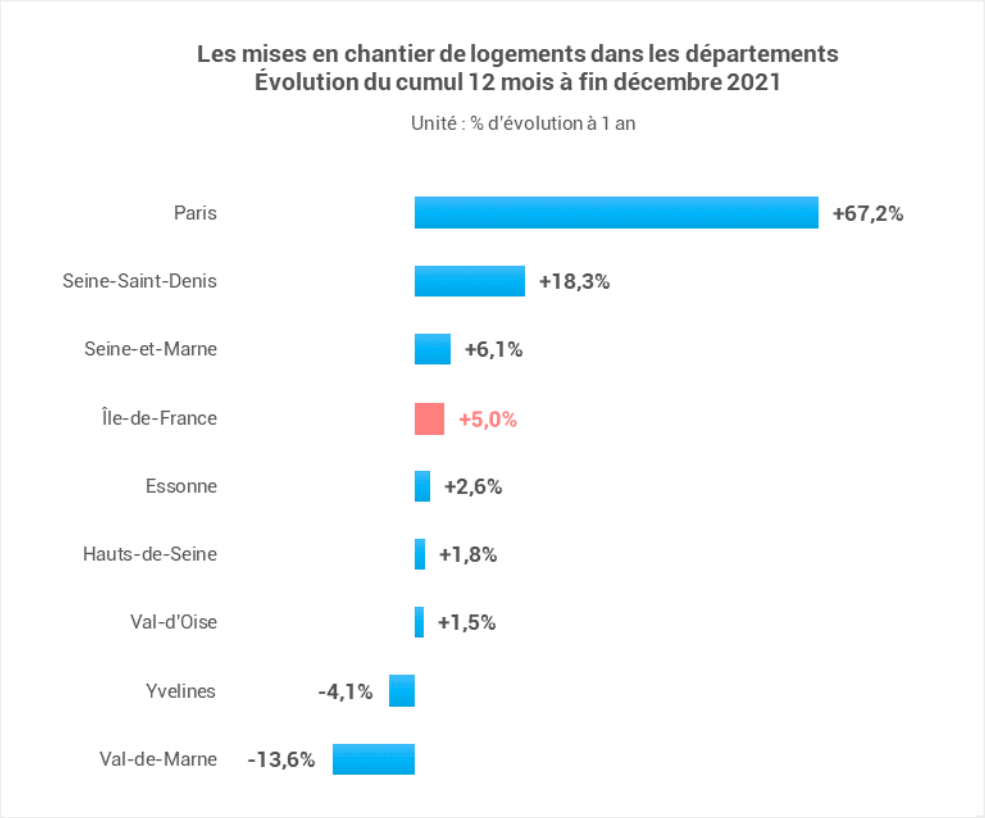
AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2021)

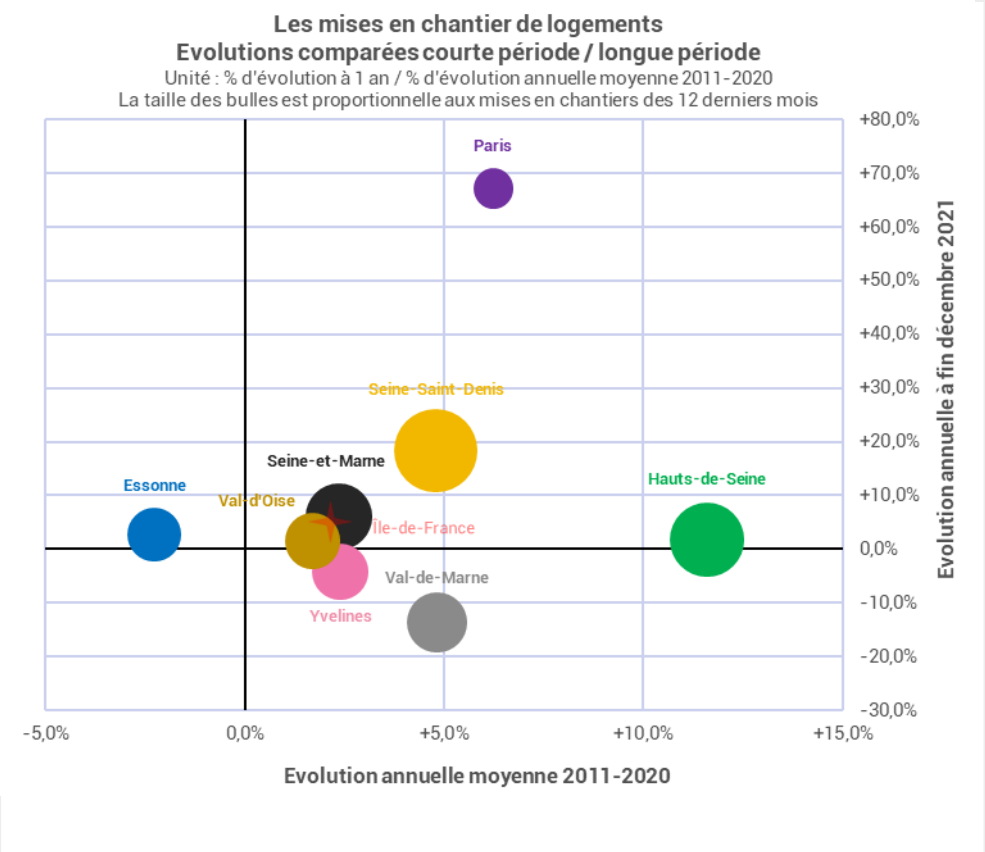
72 600 lgts

+13,0% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin décembre 2021

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction





LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS : DE GRANDES DISPARITES AU SEINS DU TERRITOIRE FRANCILIEN

L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France en 2021 par rapport à 2020, est en hausse (+5% de logements commencés). En effet, la quasi-totalité des départements franciliens connaît des augmentations de leur mise en chantier de logements sur la période considérée (début janvier 2021 – fin décembre 2021). Les départements du Val-d'Oise (+1,5%), des Hauts- de-Seine (1,8%), de l'Essonne (2,6%) et de la Seine-et-Marne (6,1%) enregistrent des augmentations assez proches de la moyenne régionale.

Toutefois, l'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier sur cette période (par rapport aux 12 mois précédents) varie fortement entre certains départements. Tandis que Paris, et la Seine-Saint-Denis témoignent d'un fort essor du nombre de logements neufs mis en chantier sur les 12 derniers mois, avec respectivement +67,2% et +18,3% par rapport à l'année précédente, les départements des Yvelines et du Val-de-Marne connaissent la tendance opposée (respectivement -4,1% et 13,6%).

Ces disparités territoriales sont par ailleurs persistantes dans le temps. En effet, exception faite des Hauts-de-Seine, les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les plus en hausse sur les 12 derniers mois (Paris et Seine-Saint-Denis) sont également ceux dont les nombres de logements commencés sont les plus en hausse en moyenne annuelle sur longue période (2011-2020), à savoir, les 10 dernières années.

Note de lecture du graphique : Dans les Hauts-de-Seine, les mises chantier cumulées sur un an sont en hausse d'environ +12% à fin décembre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2020) le nombre de logements commencés annuellement dans ce département sont en hausse de +1,8% par an en moyenne (comme décrit ci-dessus). La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début janvier 2021 et fin décembre 2021.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin décembre 2021

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : commercialisation

AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS

Au 4ème trimestre 2021, la commercialisation francilienne de bâtiments collectifs témoigne d'une certaine amélioration. Avec 6 113 logements collectifs mis en vente ce trimestre, les mises en vente augmentent de +11,7% par rapport à la même période l'année précédente. Ce trimestre est ainsi dans la continuité des trimestres précédents : les mises en vente de logements collectifs connaissent en effet une hausse de plus de 30% sur l'année 2021 (rapport à l'année 2020). Au dernier trimestre 2021, le stock de logements collectifs disponibles (22 589 logements à la fin du 4ème trimestre 2021) est également en hausse de +6,3%.

S'agissant des réservations de logements, nous constatons une légère baisse de -1,1% ce trimestre par rapport au 4ème trimestre 2020. Toute l'année 2021 est par ailleurs marquée par une stagnation des réservations de logements collectifs : +0,3% de hausse par rapport à 2020, à savoir l'année de la crise sanitaire. Cette stagnation de la demande ne parvient toutefois pas à freiner la hausse des prix du logement francilien. Les prix du logements collectifs connaissent toujours une dynamique positive avec une augmentation de +4,1% au 4ème trimestre 2021 par rapport au 4ème trimestre 2020.

Cependant, il est important de mentionner que les chiffres sur la commercialisation sont à interpréter à l'aune du contexte prévalant l'année 2020, à savoir la crise de la Covid-19. En effet, malgré une hausse de la commercialisation des logements collectifs neufs en Île-de-France sur cette période, il est judicieux de rappeler que cette dernière avait connu un net recul au 4ème trimestre 2020, à savoir -32,6%.

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS
CUMUL 4 TRIM AU 4° TRIM. 2021 (évol 1 an)

26 659 lgts

+0,3% =

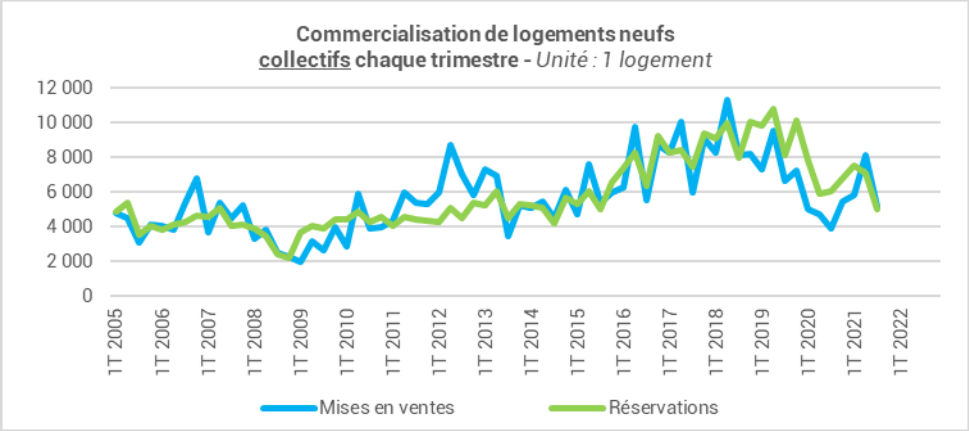
(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs collectifs	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	6 113 lgts	+11,7%	▲
Réservations(2)	6 719 lgts	-1,1%	▼
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	22 589 lgts	+6,3%	▲
Prix des logements collectifs	5 319 €/m²	+4,1%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	24 909 lgts	+30,1%	▲
Réservations	26 659 lgts	+0,3%	=

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

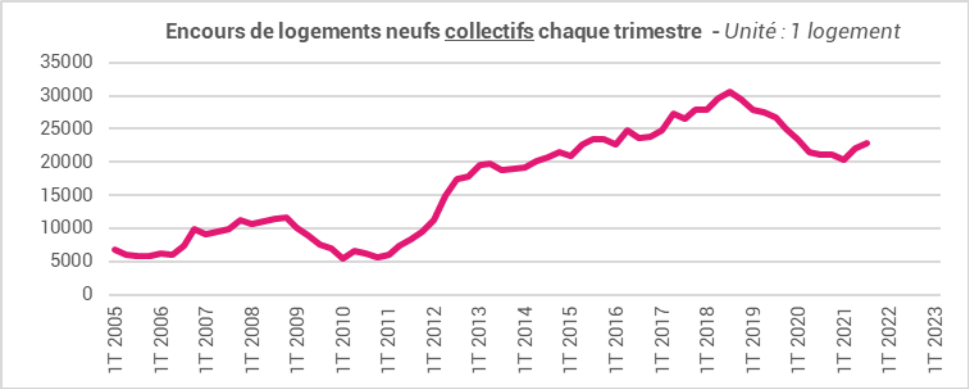
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment résidentiel : commercialisation

LE 4ème TRIMESTRE 2021 MARQUE PAR LA STAGNATION DE L'OFFRE ET LA HAUSSE DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS INDIVUELS NEUFS

La commercialisation de logements individuels neufs connaît une certaine stagnation au 4ème trimestre 2021 par rapport au 4ème trimestre 2020, avec 178 logements ont été mis en vente. Ce trimestre marque ainsi l'essoufflement de la tendance à la hausse des mises en vente de logements individuels enregistrés sur l'année 2021 (+71,5% par rapport à 2020, soit 1 178 logements mis en vente) et du naturel rebond de l'offre de logements enregistré post crise sanitaire. Cette hausse des mises en vente de logements individuels a pour conséquence un accroissement des stocks disponibles. De ce fait, 884 logements sont disponibles à la fin du 4ème trimestre 2021, soit environ +32% par rapport à la même période l'année précédente.

Concernant les réservations, la tendance est à la hausse sur courte période à la fin du 4ème trimestre 2021 avec plus de 280 logements individuels réservés, soit une augmentation de +7,6% par rapport au 4ème trimestre 2020. Ce rebond tardif, en fin d'année fait suite à une période stagnation des réservations de logements individuels sur l'année 2021. En effet, le rebond tant attendu après la très forte baisse des réservations de logements individuels en 2020 (-30,3% sur l'année) à tarder à se manifester. Aussi, les réservations de logements individuels stagnent elles sur l'ensemble de l'année 2021 : -0,3% de logements individuels réservés par rapport à l'année 2020, avec 1175 réservations.

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS
CUMUL 4 TRIM AU 4° TRIM. 2021 (évol 1 an)

1 175 lgts

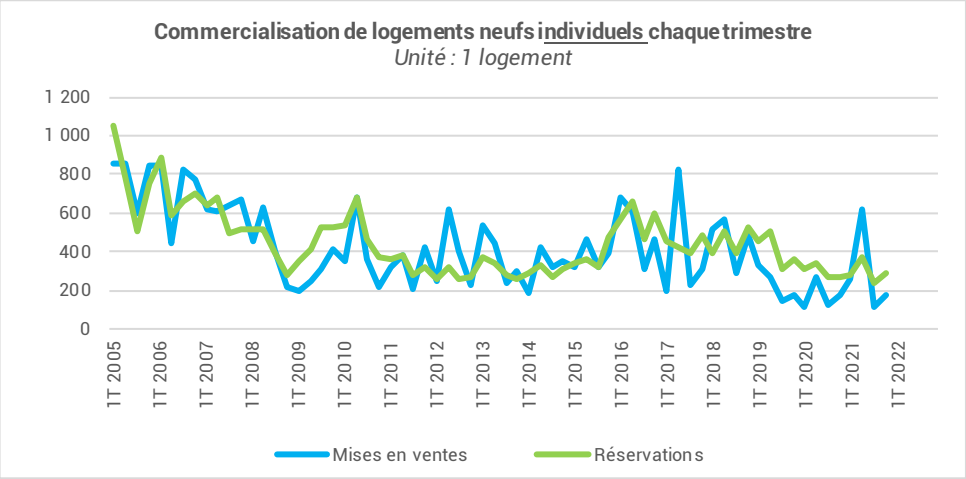
-0,3% =
(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs individuels	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	178 lgts	0,0%	=
Réservations(2)	283 lgts	+7,6%	▲
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	884 lgts	+31,7%	▲
Prix des logements individuels	432 877 €/lot	+13,2%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 178 lgts	+71,5%	▲
Réservations	1 175 lgts	-0,3%	=

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

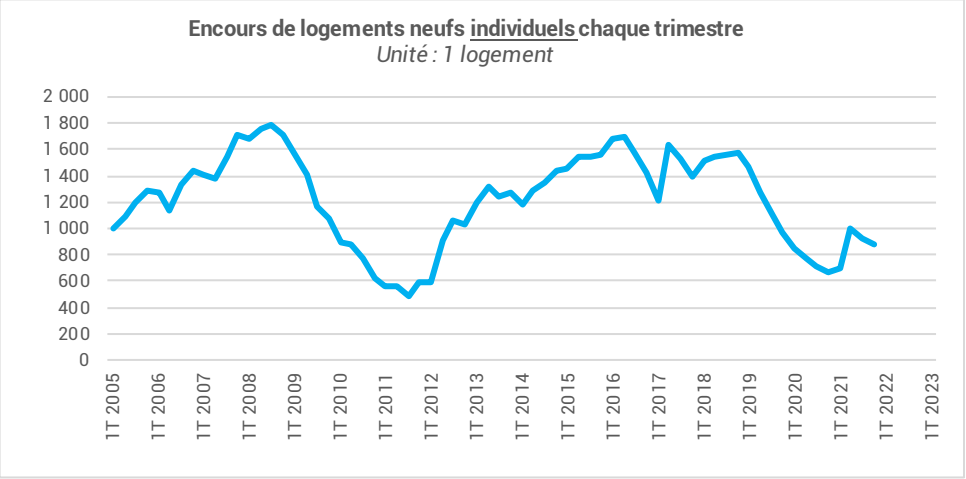
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

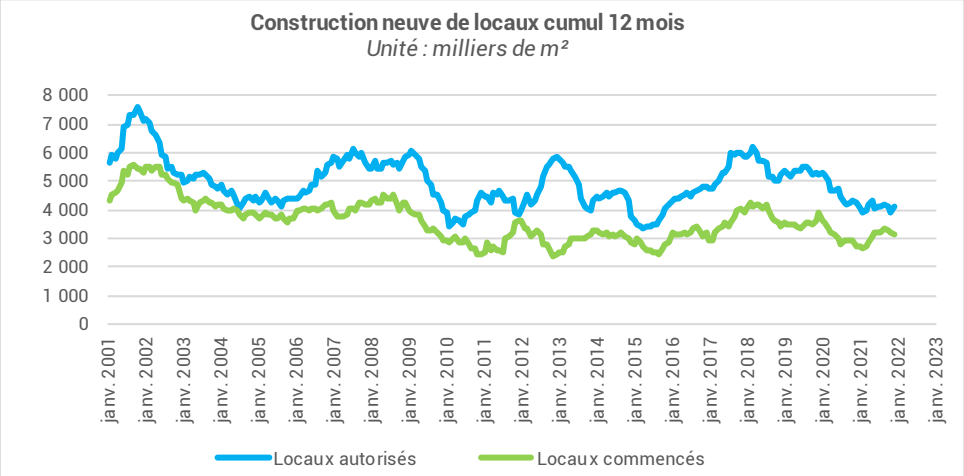
LA CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS : BILAN MITIGE LA FOIS AU NIVEAU DES MISES EN CHANTIERS ET DES AUTORISATIONS

En 2021, nous constatons que les dynamiques de réaction à la crise sanitaire de la Covid-19 sont assez différentes entre les mises en chantiers et les autorisations. En effet, s'agissant les locaux commencés, la construction neuve de bâtiments non résidentiels est à la hausse, par rapport à l'année 2020. Sur les 12 derniers mois, nous constatons une augmentation de +14,8%, soit 3 150 milliers de m2 de surface de locaux neufs construits. En revanche, les autorisations de locaux connaissent quant à elles, un recul de -3,7% sur la période début janvier –fin décembre, par rapport à la même période l'année précédente, avec 4 103 milliers de m2 de surfaces autorisées en 2021. Cette baisse des autorisations de locaux en 2021 est d'autant plus alarmante qu'elle fait suite à une chute très importante de ces mêmes autorisations en 2020 (-18,5% de locaux autorisés en 2020 par rapport à 2019).

La situation en 2021, sur le plan des mises en chantier de locaux, est extrêmement contrastée au niveau national : les taux d'évolution par rapport à 2020 (surfaces commencées) varient de -1,3% à 34,9% selon la région considérée. En effet, nous remarquons d'importantes disparités entre les régions de France métropolitaine. Certaines régions du Nord Ouest (Grand Est, Haut de France, Bourgogne, Ile-de-France) témoignent d'une forte hausse de leurs mises en chantiers de logements, alors que d'autres, comme le Centre Val-de-Loire et la Normandie, connaissent le phénomène inverse (recul des surfaces de locaux commencées). Aussi, les régions enregistrant les plus fortes reprises en 2021, sont les régions qui était initialement les plus touchée par la crise de la Covid-19 en 2020. À titre d'exemple, en 2020, la construction de logements neufs de bâtiment non résidentiel avait brutalement chuté de près de 30% par rapport à 2019 en Île-de-France.

Toutefois, il est à noter que si l'année 2021 est bien marquée par une hausse des mises en chantier de locaux en Île-de-France (par rapport à l'année précédente), cette dernière est bien à comprendre à l'aune de la période de référence de cet indicateur, à savoir l'année 2020, marquée par la crise de la Covid-19. Aussi, bien que les mises en chantiers de bâtiments non-résidentiels augmentent de 14,8% en 2021, cette hausse ne permet pas de compenser la forte baisse de cet indicateur enregistré en (-29,8% en 2020 par rapport à 2019). La reprise de 2021 ne permet ainsi pas de renouer avec le niveau d'avant crise (3 150 m2 de surfaces de locaux commencés en 2021 contre 3 908 m2 en 2019).

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2021	Evol 1 an	
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 150 mill. m²	+14,8%	▲
Total locaux autorisés	4 103 mill. m²	-3,7%	▼

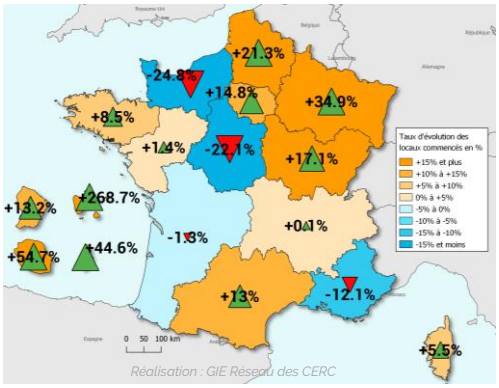


MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2021)

3 150 mill. m²

+14,8% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin décembre 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2021)

4 103 mill. m²

-3,7% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOCAUX MARQUEE PAR DES EVOLUTIONS DIFFERENTES ENTRE SES SOUS SECTEURS

En 2021, en Île-de-France, les mises en chantier de locaux sont en hausse : +14,8%, sur les 12 derniers mois (début janvier 2021 – fin décembre 2021) par rapport à la même période l'année précédente, avec 3 150 milliers m2 mis en chantier. Cette hausse cache toutefois des évolutions contrastées entre les différents secteurs du Bâtiment non-résidentiel. En effet, les secteurs privés non agricoles et publics témoignent d'une hausse significative : près de 12% (pour 2 343 de milliers de m2 de surfaces commencées) pour le secteur privé non agricole et 27% (pour 718 milliers de m2 de surfaces mises en chantier) pour le secteur public. La tendance est inversée pour le secteur des bâtiments agricoles : dans ce secteur, les mises en chantier sont en baisse de -1,5% sur cette même période. Il est toutefois nécessaire de noter qu'au sein même du secteur privé non agricole, qui cumule la plus grande majorité des mises en chantier de locaux, tous les sous-secteurs ne connaissent pas les mêmes évolutions en 2021. Tandis que les locaux industriels enregistrent une augmentation de plus de 70% de leurs surfaces de mises en chantier, celles du sous-secteur des entrepôts sont en baisse -30%.

Au niveau des autorisations le constat est différent. Le secteur privé non agricole connaît un recul de -7,6% de ses surfaces des locaux autorisés sur l'année 2021 (par rapport à l'année 2020). A contrario, les secteurs des bâtiments agricoles (+14,9%) et publics sont en hausse (+6,2%) sur la même période.

MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2021)

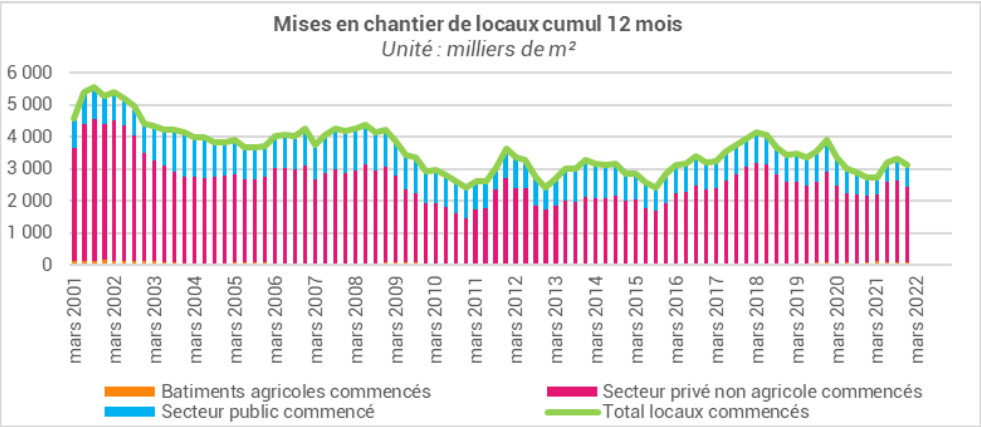
3 150 mill. m²

+14,8% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	**3 150 mill. m²**	**+14,8%**	▲
Bâtiments agricoles	**89 mill. m²**	**-1,5%**	▼
Secteur privé non agricole	**2 343 mill. m²**	**+12,3%**	▲
Dont locaux industriels	228 mill. m²	+70,5%	▲
Dont commerces	329 mill. m²	+10,1%	▲
Dont bureaux	1 061 mill. m²	+47,2%	▲
Dont entrepôts	436 mill. m²	-30,5%	▼
Dont autres locaux	289 mill. m²	-5,5%	▼
Secteur public	**718 mill. m²**	**+26,8%**	▲

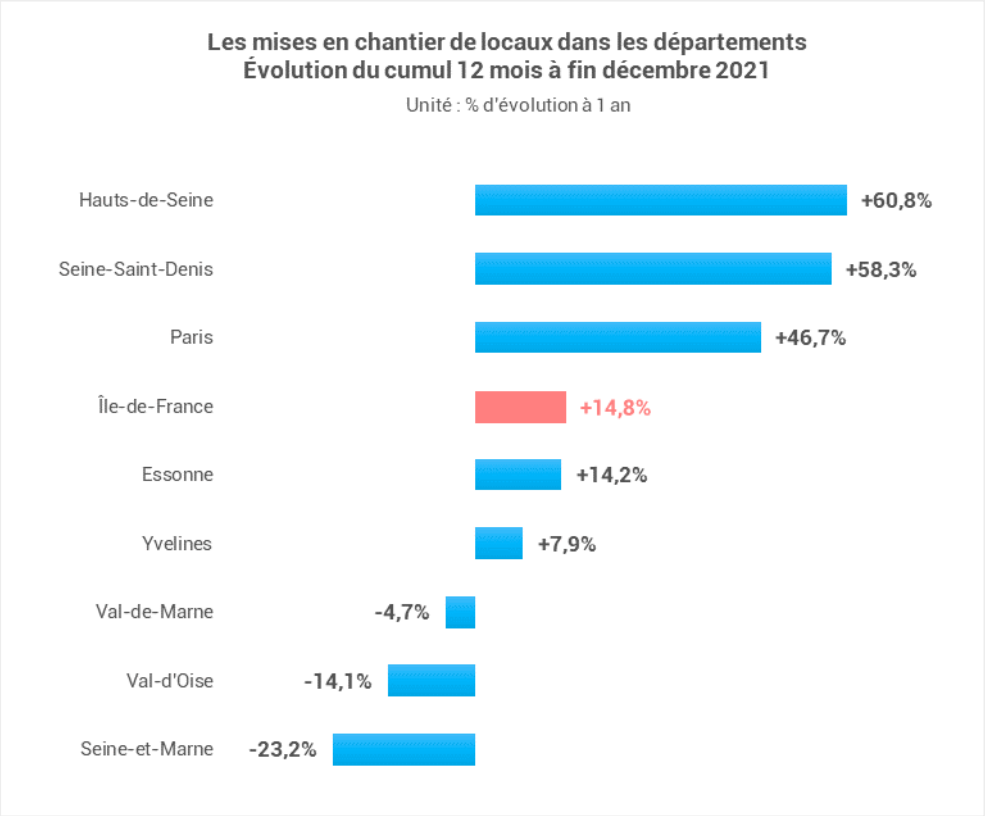
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	**4 103 mill. m²**	**-3,7%**	▼
Bâtiments agricoles	**207 mill. m²**	**+14,9%**	▲
Secteur privé non agricole	**2 933 mill. m²**	**-7,6%**	▼
Dont locaux industriels	369 mill. m²	+34,7%	▲
Dont commerces	381 mill. m²	-15,9%	▼
Dont bureaux	996 mill. m²	-26,0%	▼
Dont entrepôts	802 mill. m²	+24,1%	▲
Dont autres locaux	386 mill. m²	-15,6%	▼
Secteur public	**962 mill. m²**	**+6,2%**	▲

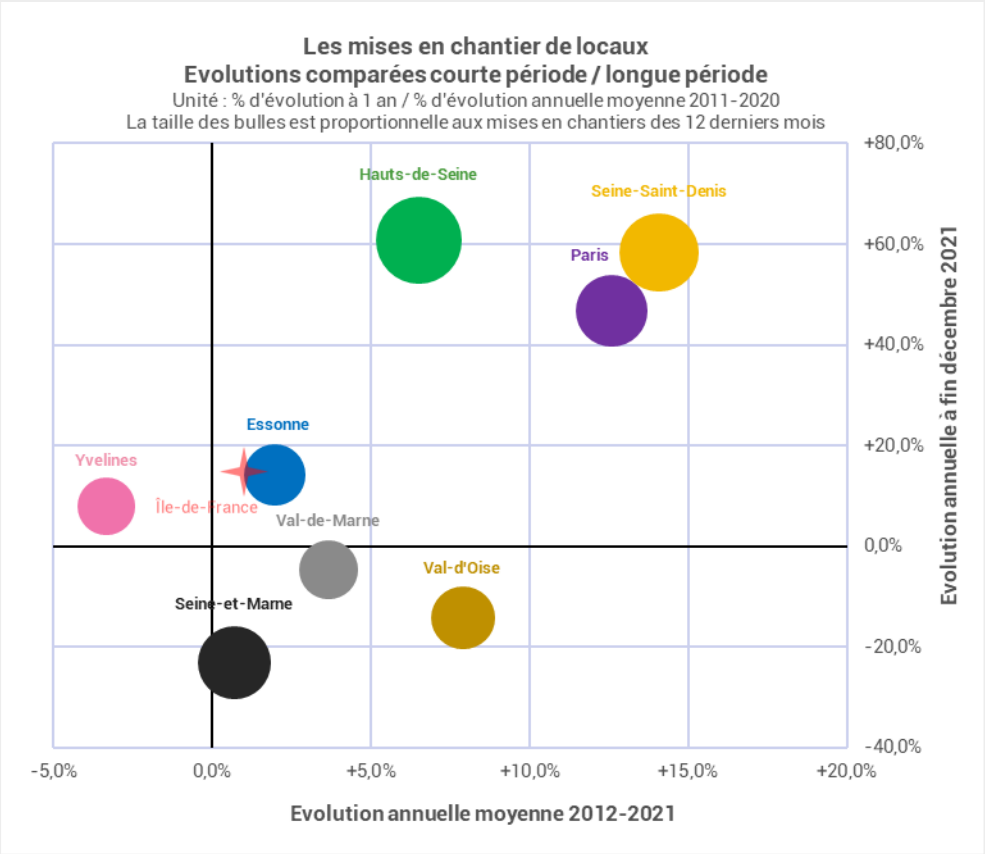
Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

1 Bâtiment - Construction neuve
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction





LA CONSTRUCTION DE LOCAUX SOUMISE A DE FORTES DISPARITES TERRITORIALES

De la même manière que la construction de logements neufs, les mises en chantiers de locaux connaissent des évolutions assez contrastées dans les différents départements d'Île-de-France.

Sur l'année 2021, les mises en chantier de locaux ont augmenté de 14,8% en moyenne, en Île-de-France, mais cet indicateur cache des fortes disparités interrégionales et ne constitue qu'une moyenne de valeurs extrêmes.
En effet, certains départements, comme le département des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de Paris enregistrent des augmentations conséquentes de leurs locaux commencées (respectivement 60,8%, 58,3% et 46,7%). Le département des Yvelines ainsi que l'Essonne restent quant à eux assez proches de la moyenne régionale (respectivement 14,2% et 7,9%). Les départements du Val-de-Marne, du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne, en revanche, connaissent des évolutions négatives de leurs mises en chantiers de locaux en 2021 : -,4,7% de baisse pour le Val-de-Marne, -14,1% pour le Val-d'Oise et -23,2% pour la Seine-et-Marne.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de locaux par département nous permettent de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les plus en hausse sur les 12 derniers mois (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, et Paris) sont également ceux dont les nombres de locaux commencés sont les plus en hausse en moyenne sur longue période (2012-2020).

Note de lecture graphique : En Essonne, les mises en chantier de locaux, cumulées sur 12 mois, sont en hausse (+14,2%) à fin décembre 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2012-2021), en moyenne, le nombre de logements commencés annuellement dans ce département est en légère hausse (environ 3%) par an. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début janvier 2021 et fin décembre 2021.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Activité constatée

ENTRETIEN-RENOVATION

BILAN MITIGE POUR L'ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION AU 4ème TRIMESTRE 2021

En Île-de-France, au 4ème trimestre 2021, l'activité effective d'entretien-rénovation est mitigée. Tandis que cette activité connaît une augmentation de +6,7% en valeur, elle témoigne d'une certaine stagnation en volume par rapport au 4ème trimestre 2020 (-0,1%). En effet, l'activité d'entretien-rénovation augmente d'avantage en valeur qu'en volume. Cette tendance prévaut également au niveau national (+1% en volume et +7,7% en valeur au 4ème trimestre 2021).

L'activité d'entretien-rénovation au 4ème trimestre connaît des disparités inter-régionales. Les taux d'évolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume varient ainsi de -0,4% à 2,9% entre les régions. Les régions du Nord-Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire) sont celles qui connaissent l'évolution la plus forte (respectivement 2,9% et 2,6%). À l'inverse, comme au 3ème trimestre 2021, l'Île-de-France et la région PACA restent les régions les moins dynamiques en matière de croissance de l'activité d'entretien rénovation au 4ème trimestre 2021.

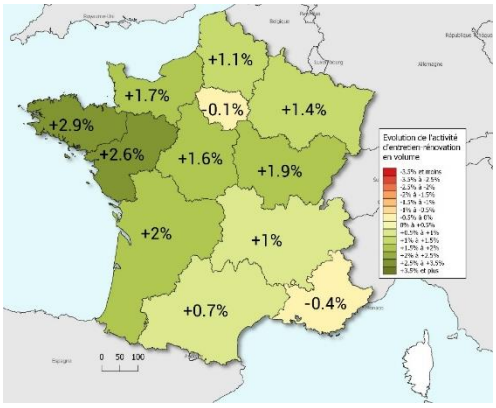
Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4° trimestre 2021 - Evol 1 an	
De logements		
Ile-de-France	-0,3%	=
France	+1,0%	▲
De bâtiments non-résidentiels		
Ile-de-France	+0,7%	▲
France	+1,4%	▲

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION
EN VOLUME AU 4° TRIMESTRE 2021

-0,1% =
(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION
EN VALEUR AU 4° TRIMESTRE 2021

+6,7% ▲
(EVOLUTION 1 AN)



FOCUS : RENOVATION ENERGETIQUE

L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN HAUSSE EN VALEUR MAIS STABLE EN VOLUME AU 4ème TRIMESTRE 2021

Au 4ème trimestre 2021, l'activité de rénovation énergétique en Île-de-France est restée assez stable en volume (-0,4%) par rapport au 4ème trimestre 2020. Toutefois, en valeur, la tendance est différente : l'activité de rénovation énergétique a augmenté de +6,4% par rapport au 4ème trimestre 2020. Cette tendance, qui valait déjà s'agissant de l'activité d'entretien rénovation dans son ensemble, prévaut également au niveau national pour l'activité de rénovation énergétique.

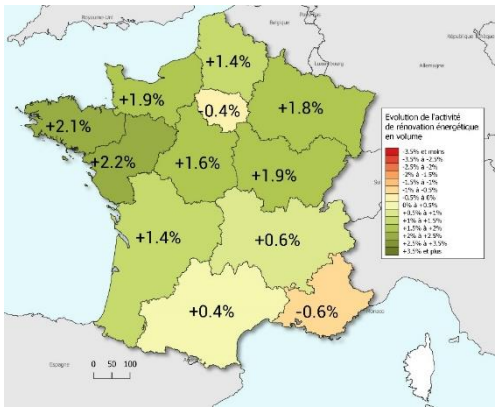
Au niveau national, les disparités territoriales s'agissant de l'évolution de l'activité de rénovation énergétique en volume sont globalement les mêmes que celle prévalant pour l'activité d'entretien-rénovation. Aussi, ces taux d'évolution varient de -0,4% à 2,2% entre les régions au 4ème trimestre 2021. Les régions bénéficiant des dynamiques les plus positives sont toujours les régions du Nord-Ouest (Normandie, Bretagne, Pays de la Loire), ainsi que la région du Grand Est. A contrario, les régions du Sud-Ouest (PACA, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes) et l'Île-de-France enregistrent les dynamiques les moins porteuses. Aussi, les chiffres de l'Île-de-France restent ils bas au regard des autres régions.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
EN VOLUME AU 4° TRIMESTRE 2021

-0,4% =
(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
EN VALEUR AU 4° TRIMESTRE 2021

+6,4% ▲
(EVOLUTION 1 AN)



1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

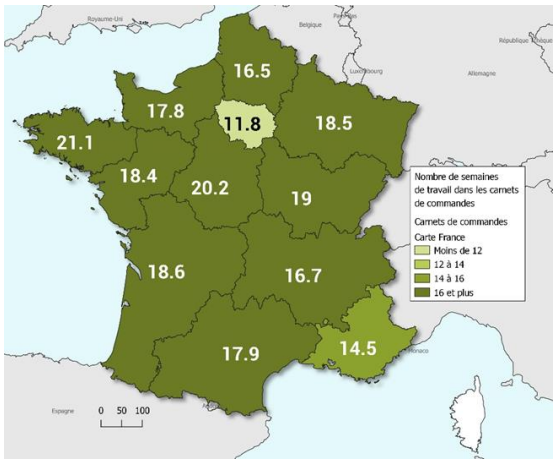
STAGNATION DES CARNETS DE COMMANDES EN ENTRETIEN-RENOVATION AU 4ème TRIMESTRE 2021

À la fin du 4ème trimestre 2021, 11,8 semaines de travail en moyenne sont garanties par les carnets de commandes des entreprises, en entretien rénovation. Cet indicateur, comparable à celui du trimestre du 2ème et 3ème trimestre 2021, a fortement augmenté par rapport au 4ème trimestre 2020 (+2,2%). Malgré cette hausse significative par rapport à l'année précédente, les carnets de commandes des entreprises restent toutefois inférieurs à leur niveau d'avant crise (4ème trimestre 2019).

L'Île-de-France demeure, en revanche, la région de France métropolitaine dont les carnets de commandes en entretien-rénovation sont les moins bien remplis, avec environ 4,6 semaines de moins que la moyenne nationale. Cette dernière est de 16,4 semaines (niveau national).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION
A LA FIN DU 4° TRIMESTRE 2021

11,8 =
(EVOLUTION 1 AN)



OPINIONS DES ENTREPRISES

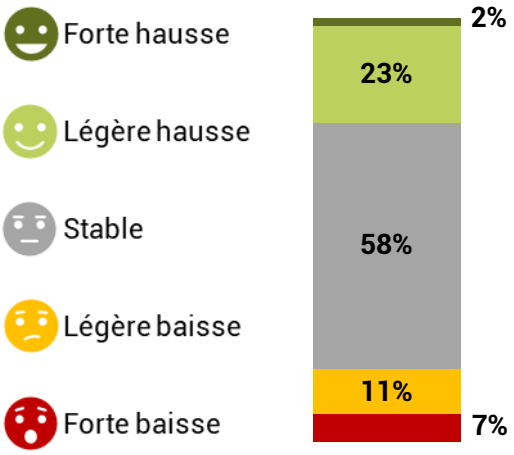
LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT DE PLUS EN PLUS OPTIMISTES QUANT A LEUR FUTURE ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION

Les perspectives d'activité en entretien rénovation des professionnels du Bâtiment francilien pour le 1er trimestre 2022 sont mitigées. Comme pour le 3ème trimestre, la majore partie des chefs d'entreprises (58%) considèrent que leur montant de facturation en entretien rénovation resta stable au prochain trimestre (par rapport au 4ème trimestre 2021). Par ailleurs, 25% des chefs d'entreprises estiment que ces montants augmenteront pour le 1er trimestre 2022, alors que 18% les anticipent à la baisse.

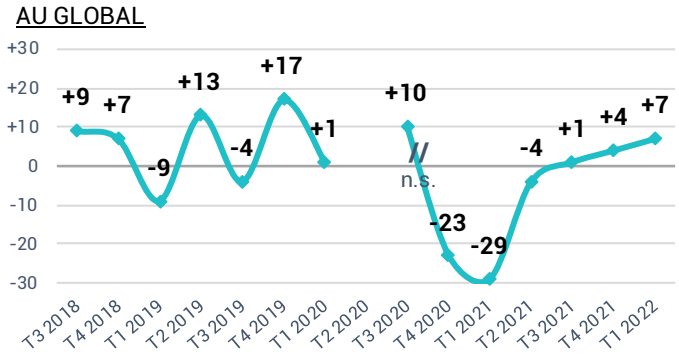
Le solde d'opinion des entreprises concernant l'évolution prévue de leur montant de facturation au 1er trimestre est positif (+7). En effet, il y a 7% de plus de professionnels du Bâtiment qui estiment que leur montant de facturation en entretien-rénovation sera en hausse (par rapport au 4ème trimestre 2021), que de professionnels qui considèrent que ce montant va diminuer. Cet indicateur est légère hausse par rapport au trimestre précèdent (anticipation pour le 4ème trimestre 2021). Pour finir, il est à noter que les opinions des chefs d'entreprises du Bâtiment francilien sur leur montant en entretien rénovation n'ont cessé de s'améliorer au cours de l'année 2021.

PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGERE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION
POUR LE 1° TRIMESTRE 2022

25% =
(EVOLUTION 1 TRIM.)



Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution prévue de leur montant de facturation au 1er trim. 2022



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

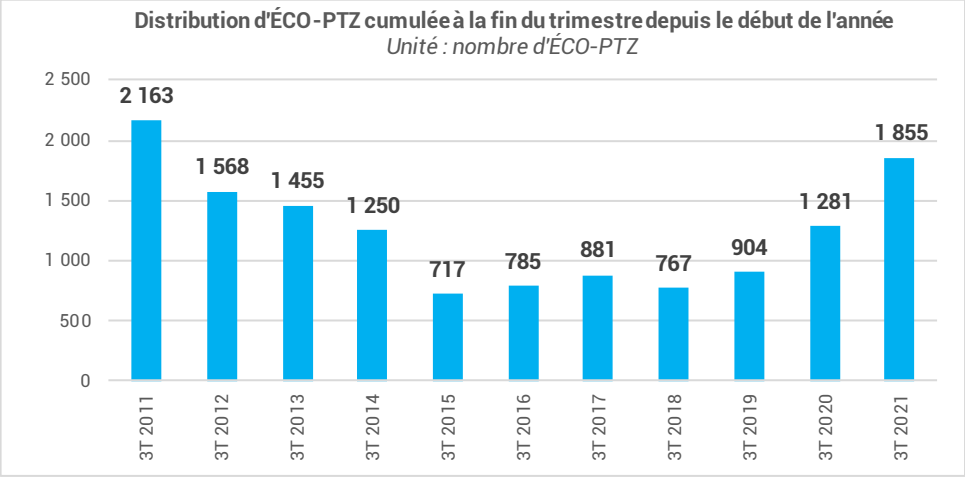
Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation

1 Bâtiment - Entretien-rénovation
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

L'ECO-PTZ EN ESSOR

Au 3ème trimestre 2021, les travaux liés à l'ECO-PTZ sont encore en plein essor en Île-de-France : plus de 32,95 millions d'euros de travaux sont réalisés sur cette période, soit +55% de plus que la même période l'année dernière. Le nombre prêts accordés (ECO-PTZ) a également augmenté : plus de 1850 ECO-PTZ ont ainsi été accordés sur les 3 premiers trimestre de 2021.
Ce nouvel essor de l'ECO-PTZ est lié à la simplification des modalités d'octroi du dispositif (assouplissement des conditions imposées aux demandeurs) établie au cours de l'année 2019, ainsi qu'aux nouveaux efforts consentis par le gouvernement, dans le cadre de son plan de relance pour favoriser l'activité d'entretien-rénovation de logement.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3° trimestre 2021 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	32,95 M€	+55,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 855 ÉCO-PTZ	+44,8%	▲



VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ
DE JANVIER À FIN DU 3° TRIM. 2021
32,95 M€
+55,0% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.
Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.
Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

MOINDRE RECOURS AU DISPOSITF PTZ+

Contrairement à l'ECO-PTZ, le dispositif PTZ+ ne semble pas connaitre le même engouement en 2021.

En effet, le nombre de prêts PTZ+ accordés dans le neuf est en baisse au 3ème trimestre 2021 (par rapport au 3ème trimestre 2020), avec moins de 2800 prêts accordés, soit -10,2% que la même période l'année précédente. Dans l'ancien, cet indicateur connait une certaine stagnation : 118 prêts ont été délivrés, soit -0,8% par rapport au 3ème trimestre 2020.

Cette tendance au moindre recours à ce dispositif tend à se généraliser sur les dernières années.

Prêts à 0% PTZ+	3° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	2 758	-10,2%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	118	-0,8%	=

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
EN 1 AN AU 3° TRIMESTRE 2021
2 758 prêts
-10,2% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.
Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

ACTIVITE ET PREVISIONS : LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS PESSIMISTES AU 4ème TRIMESTRE 2021

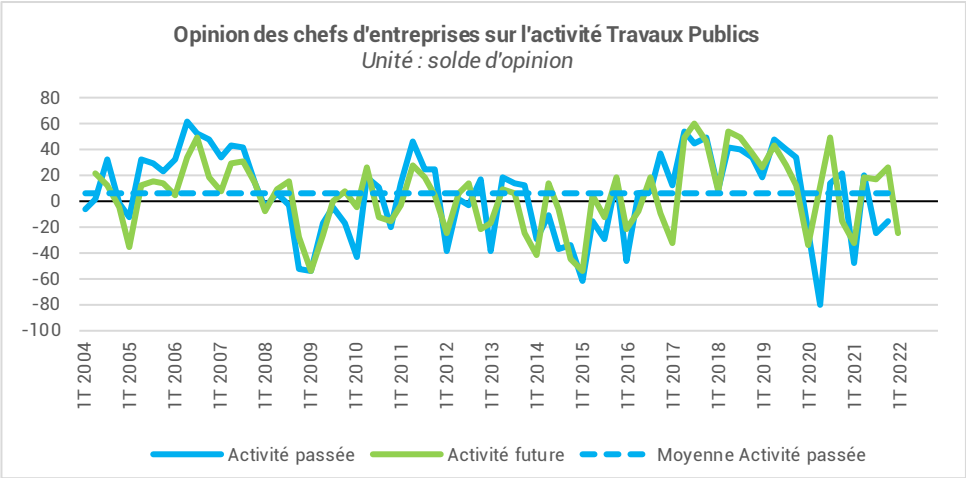
Au 4ème trimestre de l'année 2021, l'activité des entreprises franciliennes de Travaux Publics est notée à la baisse. En effet, le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics est négatif (-15) : il y a donc plus d'entreprises (15% du total des entreprises) qui considèrent que leur activité au 4ème trimestre 2021 est en baisse, que d'entreprises qui estiment que cette dernière est en hausse. Ce solde d'opinion est en hausse par rapport celui du trimestre précédent (-25 au 3ème trimestre 2021). Toutefois, l'activité récente reste bien en dessous des prévisions établie au troisième trimestre la concernant (+27). Par ailleurs, le solde d'opinion des chefs d'entreprises quant à leur activité au 4ème trimestre 2021 est inférieur sa moyenne de long terme, laissant présager d'une véritable dégradation de la conjoncture en fin d'année 2021.

Les anticipations des chefs d'entreprises des Travaux Publics franciliens pour le 1er trimestre 2022 sont plus pessimistes encore. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de TP concernant leurs activités au 1er trimestre 2022 est négatif (-24) : il a plus d'entreprises (24% du total des entreprises) qui anticipent une diminution de l'activité au prochain trimestre, que d'entreprises qui prévoient une hausse de l'activité sur cette période. Ces anticipations sont par ailleurs nettement moins optimistes qu'au trimestre précèdent, où le solde d'opinion des professionnels des TP était de +27 (anticipations pour le 4ème trimestre 2021 faites au 3ème trimestre 2021). Ces prévisions pessimistes quant à l'activité du 1er trimestre 2022 vont de pairs avec les anticipations des chefs d'entreprises TP sur les effectifs futurs. En effet, les soldes d'opinions des professionnels sur leurs effectifs futurs sont également en baisse, et inférieurs à leur moyenne de long terme, à la fois s'agissant des effectifs salariés et des effectifs intérimaires.

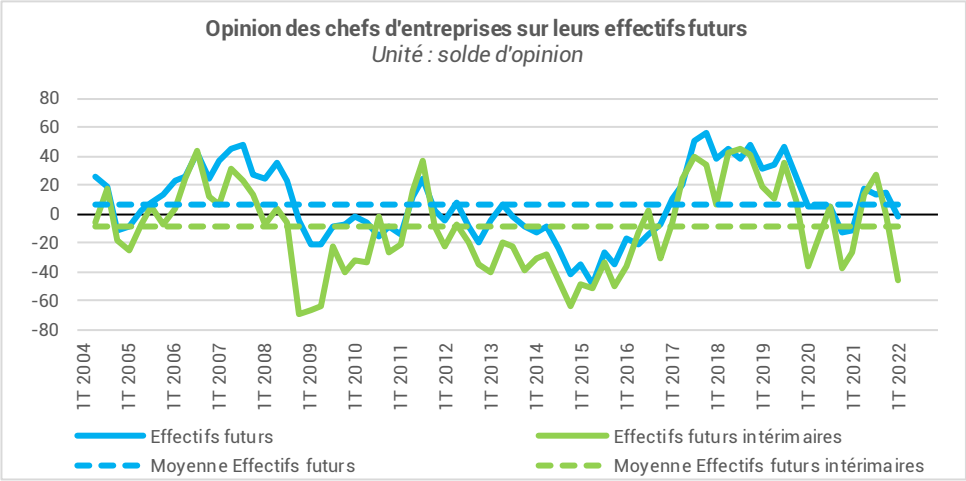
Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics *(solde d'opinion)*	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 1° trimestre 2022	-24	▼
Activité récente du 4° trimestre 2021	-15	▲

ACTIVITÉ RÉCENTE
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2021
-15 ▲

PRÉVISION D'ACTIVITÉ
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1° TRIMESTRE 2022
-24 ▼



Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

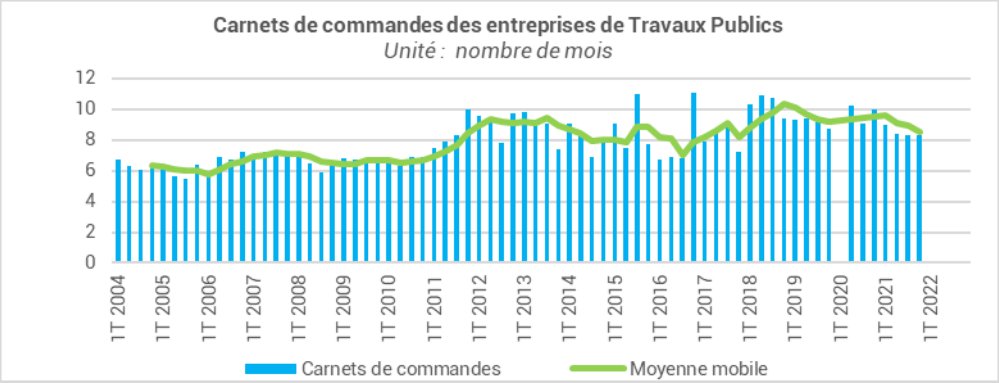
BAISSE DES CARNETS DE COMMANDES ET PRIX PRATIQUES

Au dernier trimestre 2021, les carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics sont encore en baisse de -1,3 mois par rapport au même trimestre l'année précédente (4ème trimestre 2020). Les carnets de commandes restent cependant, relativement bien remplis : 8,5 mois en moyenne, à la fin du 4ème trimestre. Aussi, en moyenne, le niveau des les carnets de commandes au 4ème trimestre 2021 est comparable à la moyenne de long terme de cet indicateur.

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises concernant les délais de paiement est négatif (- 4). Ce solde est en baisse au 4ème trimestre, par rapport au trimestre précèdent (+7 au 3ème trimestre 2021). La fin de l'année 2021 est globalement marquée par une légère baisse des délais de paiement, d'après les opinions des professionnels. La tendance globale sur l'année est à la stagnation.
S'agissant des prix pratiqués au 4ème trimestre, le solde d'opinion des chefs d'entreprises TP est négatif (-18) : il y a plus de professionnels des TP franciliens qui estiment que les prix pratiqués au 4ème trimestre 2021 ont diminué, que de chefs d'entreprises considérant que ces derniers ont augmenté. Néanmoins, les anticipations pour le 1er trimestre 2022, sont différentes : les chefs d'entreprises anticipent que les prix pratiqués seront plus élevés au prochain trimestre.

CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,5 mois	-1,3 mois	▼

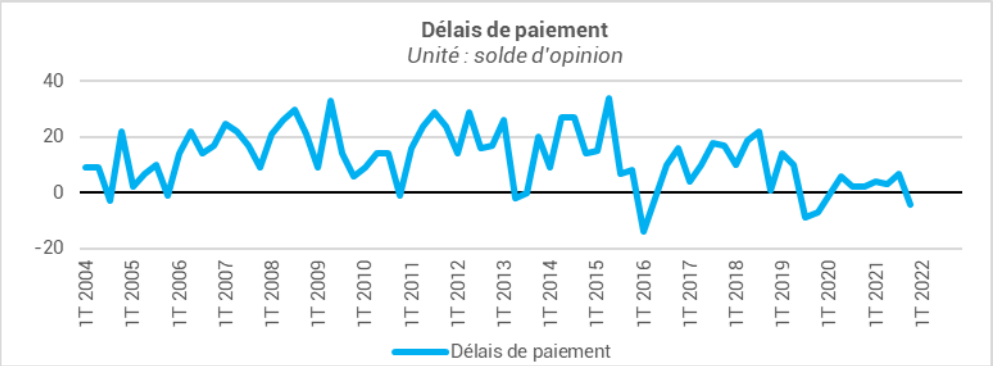


CARNETS DE COMMANDES
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2021
-1,3 mois ▼

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics *(solde d'opinion)*	4° trimestre 2021 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	-4	▼



DÉLAIS DE PAIEMENT
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2021
-4 ▼

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix *(solde d'opinion)*	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 1° trimestre 2022	12	▲
Prix pratiqués au 4° trimestre 2021	-18	=

PRIX PRATIQUÉS
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2021
-18 =

2 Travaux publics
Opinion des chefs d'entreprises

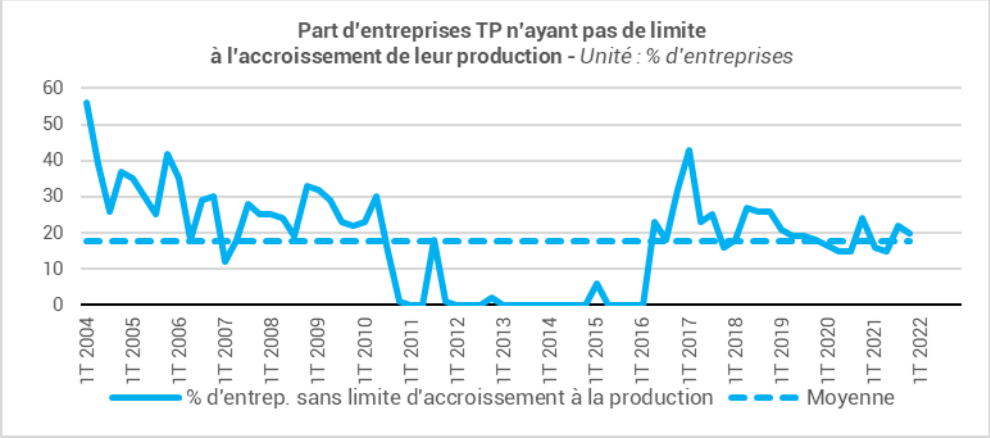
CONTRAINTES DE PRODUCTION

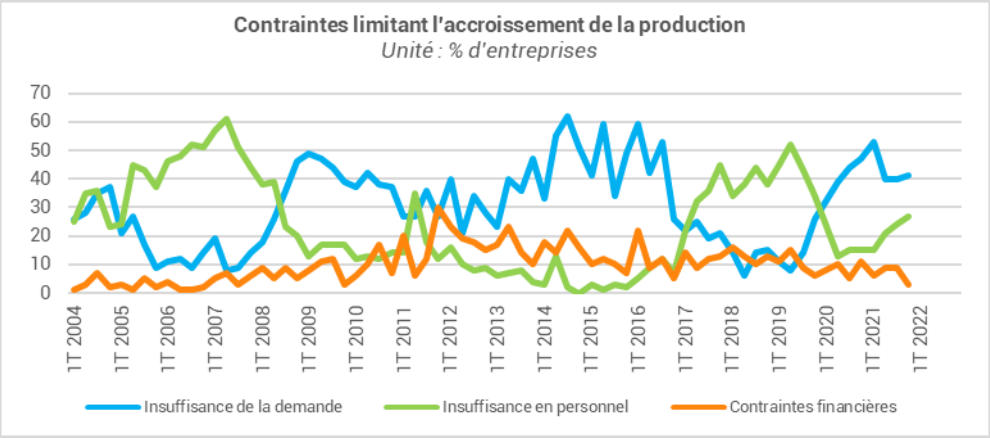
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE COMME CONTRAINTE PRINCIPALE A L'ACCROISSEMENT DE PRODUCTION

Au 4ème trimestre 2021, près d'une entreprise sur cinq (20%) déclare ne pas avoir de limites à l'accroissement de sa production. Ce chiffre est en baisse (-4 pts) par rapport à l'année précédente, mais également par rapport au 3ème trimestre 2021 (22%, soit +7pts).

Pour les autres entreprises, la principale contrainte à l'accroissement de leur production est encore une fois l'insuffisance de la demande (41% du total des entreprises), même si cette dernière a baissé de -6 pts cette année par rapport à l'année précédente. Il s'agit là de la conséquence directe de la chute de la commande publique ayant eu lieu en 2020, du fait de la crise de la Covid-19. Après l'insuffisance de la demande, c'est l'insuffisance en personnel, qui touche plus d'un quart des entreprises (27%), qui constitue une des principales contraintes à l'accroissement de la production des entreprises. Cette dernière est par ailleurs de plus en plus prégnante : elle concerne ainsi 12% d'entreprises de plus que l'année dernière. Les contraintes financières, climatiques et les insuffisances de matériel concernent assez d'entreprises (respectivement 3%, 3% et 1%) et sont moins fortes que l'année précédente à la même période.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production *(% d'entrep.)*	20%	-4 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production *(% d'entrep.)*			
Insuffisance de la demande	41%	-6 pts	▼
Insuffisance en personnel	27%	+12 pts	▲
Contraintes financières	3%	-8 pts	▼
Conditions climatiques	3%	-7 pts	▼
Insuffisance de matériel	1%	0 pts	=
Autres facteurs	6%	-3 pts	▼





Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

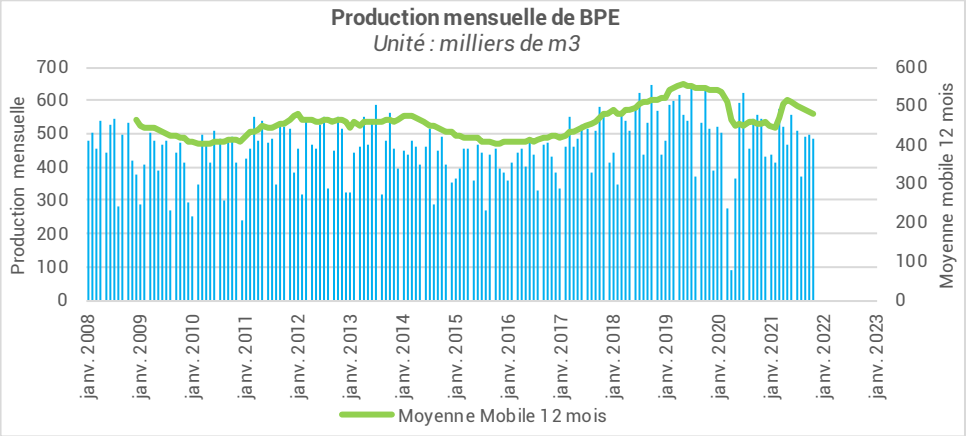
3 Matériaux
Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

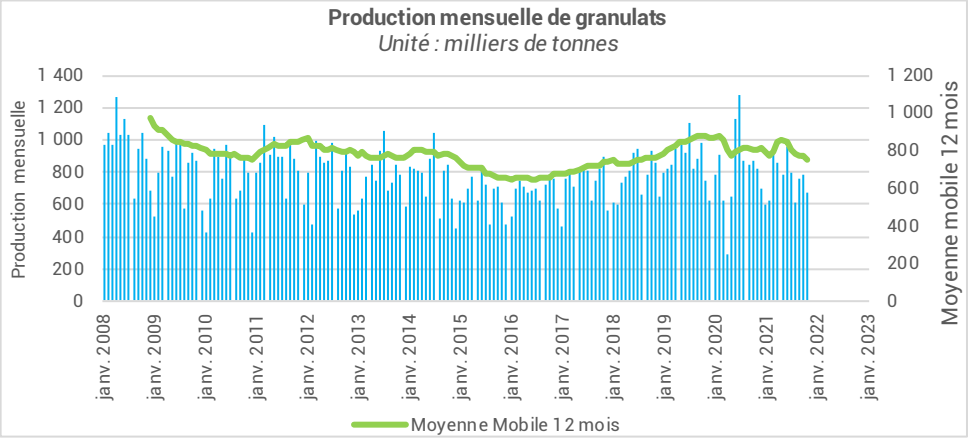
PRODUCTION DE BPE ET DE GRANULATS : UN BILAN MITIGE

La production de matériaux de construction est en recul pour le mois de novembre 2021, avec 482 185m3 de BPE et 8 358 kilotonnes de granulats produits. En effet, les productions de BPE et de granulats sont en baisse de respectivement -11,2% et -18,3%, au mois de novembre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Cette diminution peut s'expliquer par la période de comparaison (novembre 2020), période marquée par le rebond de la production de matériaux de construction, pendant la reprise post crise (+6,2% de BPE produits et +8,7% de granulats produits en novembre 2020).

Néanmoins, les chiffres sur les 11 derniers mois (début janvier- fin novembre 2021) laissent présager un manque de rebond général de l'industrie des matériaux de construction suite à la crise de la Covid-19 : le secteur peine à renouer avec son niveau d'avant crise.
S'agissant de la production de béton prêt à l'emploi, cette dernière connait une légère hausse de +5% sur le 11 premiers mois de 2021 (début janvier 2021 – fin novembre 2021) rapport à la même période en 2020. Or, comme la production de BPE avait baissé de -16,7% sur la même période en 2020 (début janvier 2020 – fin novembre 2020) par rapport à l'année précédente, la hausse de cette indicateur en 2021 ne permet pas au secteur de la production du BPE de renouer avec son niveau d'avant crise (5,3 millions de m3 de BPE produits en 2021 contre 6,1 millions de m3, en 2019).
Concernant la production de granulats, celle-ci témoigne quant à elle d'une baisse de -7,6% sur les 11 premiers mois de 2021, par rapport à la même période l'année précédente, avec moins de 8 500 kilotonnes produits. La production de granulats étant déjà en forte baisse (-8,0%) sur la même période en 2020, ce nouveau recul de la production est particulièrement préoccupant.

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2021	482 185 m3	-11,2%	▼
Prod. de Granulats en novembre 2021	667 kt	-18,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2021	5 317 906 m3	+5,0%	▲
Production de Granulats entre janv. et nov. 2021	8 358 kt	-7,6%	▼





PRODUCTION DE BPE

entre janv. et nov. 2021

5 317 906 m3

+5,0% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

entre janv. et nov. 2021

8 358 kt

-7,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4 Appareil de production
Emploi salarié et intérimaire

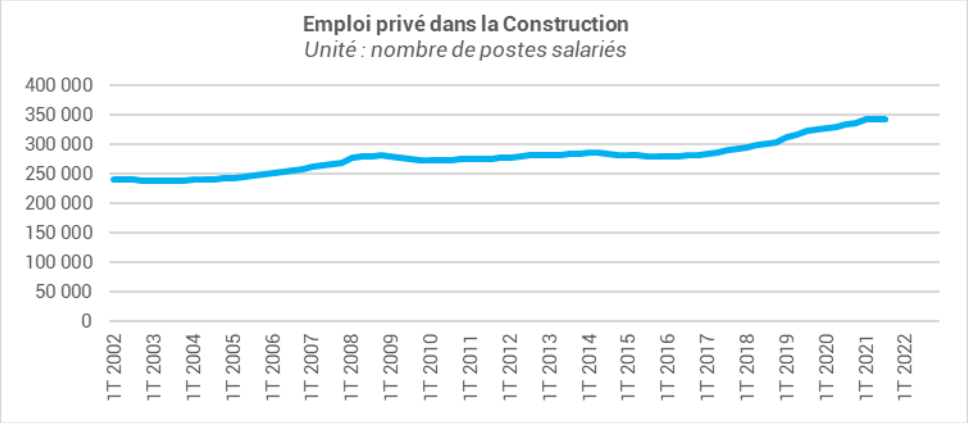
EMPLOI SALARIE

CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIE DE LA FILIERE CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire de la Covid-19, la dynamique de l'emploi salarié qui prévalait avant crise n'a pas été remise en cause. En effet, l'emploi salarié demeure sur une tendance positive. Ainsi, au 3ème trimestre 2021, l'emploi salarié connait une hausse de +2,4% par rapport à la même période l'année précédente, pour plus de 342 054 postes de salariés pourvus. On peut toutefois remarquer un léger tassement de l'emploi salarié ce trimestre par rapport au précédent (-0,6% de baisse de l'emploi salarié au 3ème trimestre 2021 par rapport au 2ème trimestre 2021).

Cette tendance à la hausse prévaut à l'échelle nationale. En effet, le nombre de postes salariés dans la Construction est en hausse dans l'ensemble des régions de France au 3ème trimestre 2021 (par rapport au 2ème trimestre 2020). La croissance de l'emploi salarié de la région Île-de-France est comparable avec celles des autres régions de France métropolitaine, notamment celles de l'Est du pays, les régions de l'Ouest étant légèrement plus dynamiques.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	342 054 sal.	+2,4%	▲

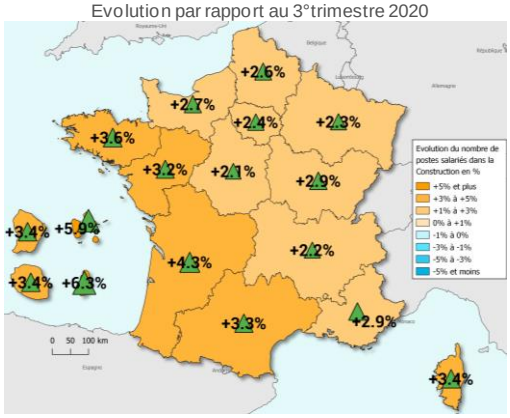


EMPLOI SALARIÉ
AU 3° TRIMESTRE 2021

342 054 sal.

+2,4% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 3°trimestre 2021
Evolution par rapport au 3°trimestre 2020



Réalisation : GIE Réseau des CERC

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

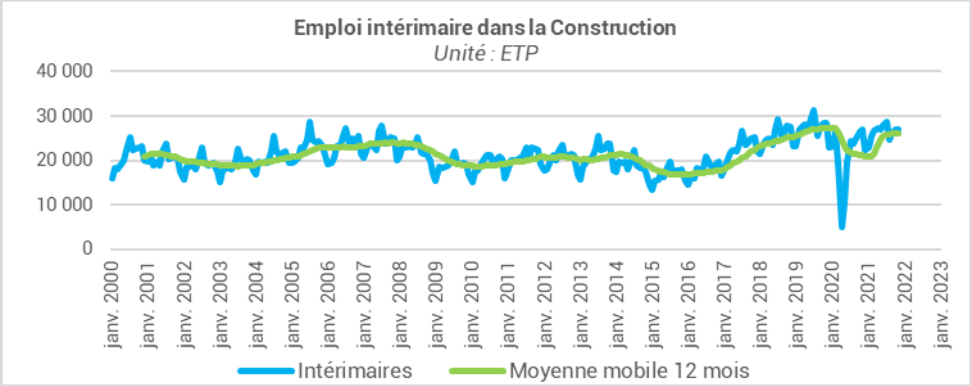
EMPLOI INTERIMAIRE

EMPLOI INTERIMAIRE DE LA CONSTRUCTION EN HAUSSE

En moyenne, sur les 12 derniers mois à fin novembre 2021, l'emploi intérimaire a augmenté de +23,5% par rapport à la même période l'année précédente. Cette tendance à la hausse semble toutefois essentiellement portée par la première partie de période (1er et 2ème trimestre 2021), cette dernière s'essoufflant en fin d'année 2021. En effet, sur les 3 derniers mois à fin novembre 2021 (début septembre – fin novembre 2021), la hausse du nombre moyen d'intérimaire dans la construction reste plus faible, avec seulement +2,2% de hausse. Pour finir, le mois de novembre 2021 est marqué par une stagnation du nombre d'intérimaire dans la Construction en ETP (-0,1% par rapport à novembre 2020).

La forte hausse de l'emploi intérimaire sur les 12 derniers mois à fin novembre 2021 (décembre 2020 – novembre 2021) s'expliquent par la période de comparaison de cet indicateur. L'emploi intérimaire a en effet connu une chute drastique pendant le premier confinement de 2020 ce dernier ayant joué son rôle de variable d'ajustement aux fluctuations de l'activité.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Novembre 2021 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Novembre 2021	26 916 ETP	-0,1%	=
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Novembre 2021	26 647 ETP	+2,2%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Novembre 2021	26 060 ETP	+23,5%	8



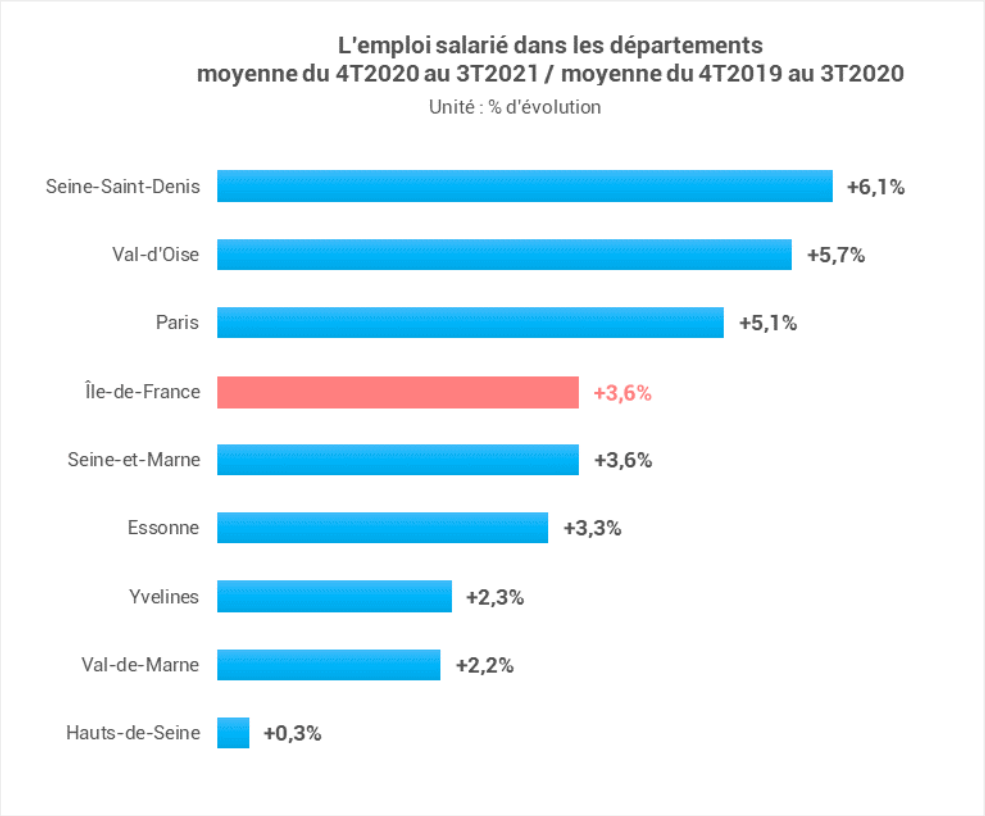
INTERIMAIRES BÂTIMENT
MOYENNE 3 MOIS À FIN NOV. 2021

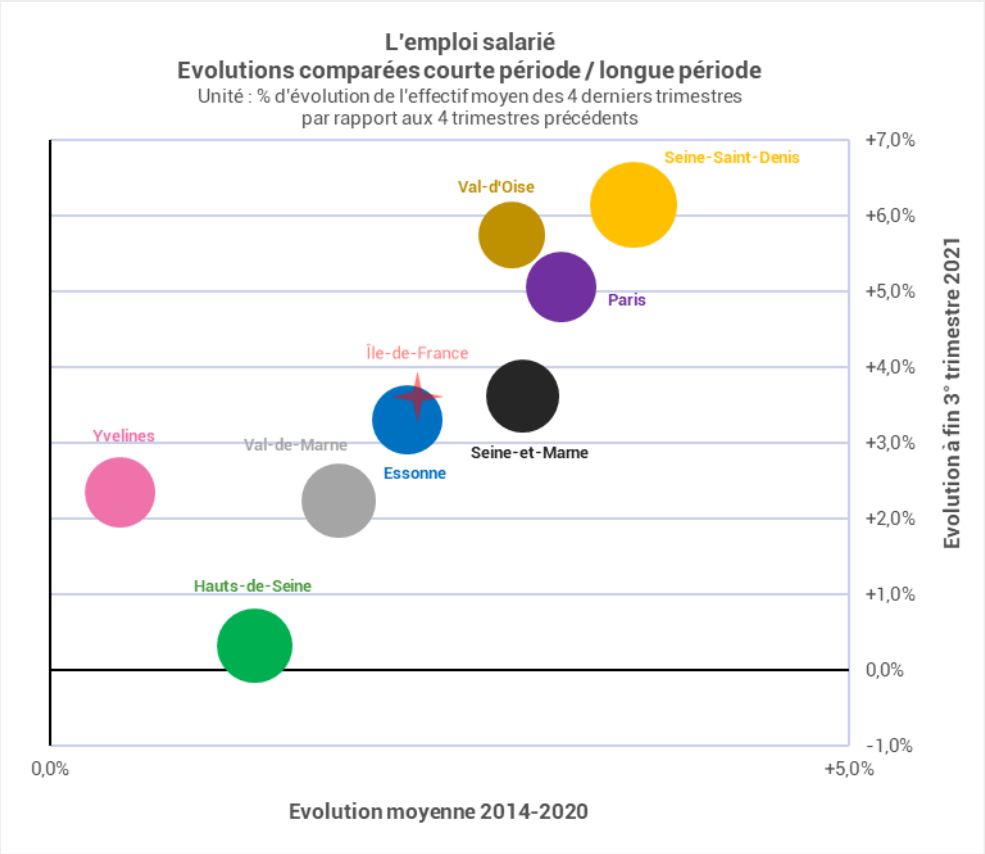
26 647 ETP

+2,2% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

4 Appareil de production
Emploi salarié et intérimaire





L'EMPLOI SALARIE FRANCILLIEN EN HAUSSE DE FACON QUASI-HOMOGENE

Sur les 12 derniers mois à la fin du 3ème trimestre 2021, l'emploi salarié francilien a augmenté de +3,6% en moyenne en Île-de-France, par rapport sur la période l'année précédente.

Cette tendance à la hausse des effectifs salariés sur la période considérée se vérifie pour l'ensemble des départements franciliens. Par ailleurs, la grande majorité des desdits départements connaissent des évolutions de leur emploi salarié d'ampleurs relativement peu différentes de la moyenne régionale, sur les 12 derniers mois à la fin du 3ème trimestre 2021. Les taux de croissance des effectifs salariés des différents départements oscillent entre +0,3% et +6,1%. Aussi, la Seine-Saint-Denis (+6,1%), le Val-d'Oise (+5,7%) et Paris (+5,1%) connaissent des hausses de leur emploi salarié légèrement supérieures à la moyenne régionale et les départements de l'Essonne (+3,3%), des Yvelines (2,3%), du Val-de-Marne (2,2%) et des Hauts-de-Seine (+0,3%) enregistrent des augmentations inférieures à ladite moyenne. Cette tendance à l'homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié, que nous avions déjà constatée à l'occasion de nos précédentes notes de conjoncture, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux entreprises par les infrastructures de la région Ile-de-France.

Par ailleurs, la crise sanitaire de 2020 ne semble pas avoir affecté les faibles disparités territoriales relatives à l'emploi salarié francilien : elle n'a pas bouleversé, les régions les plus dynamiques en terme d'évolution de l'emploi salarié étant les mêmes qu'en 2019. Ainsi, les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue périodes sont concordantes.

Note de lecture graphique : Dans les Yvelines, l'emploi salarié est en hausse de 2,3% sur les 12 derniers mois à la fin du 3ème trimestre 2021. L'emploi salarié est également en hausse d'environ +0,5% en moyenne sur la période 2014-2020, dans ce territoire. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans le département.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4 Appareil de production
Demandes d'emploi

LES DEMANDES D'EMPLOI EN BAISSE AU 4ème TRIMESTRE 2021

Au 4ème trimestre 2021, le secteur de la Construction compte environ 42 500 demandes d'emplois en fin de mois en Île-de-France, soit une baisse de -3,6% par rapport à l'année précédente (4ème trimestre 2020). Malgré tout, cette tendance à la baisse des DEFM du secteur de la Construction est moins marquée que celle des DEFM tous secteurs économiques confondus. En effet, la demande d'emplois en fin de mois tous secteurs économiques confondus connaît une baisse conséquente de -12,6%, au 4ème trimestre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. De ce fait, même si les DEFM de la Construction sont en recul, ces dernières restent toutefois moins en baisse que dans les autres secteurs de l'économie. Par ailleurs, les DEFM à la fin du 4ème trimestre 2021 restent à un niveau comparable à leur moyenne de long terme.

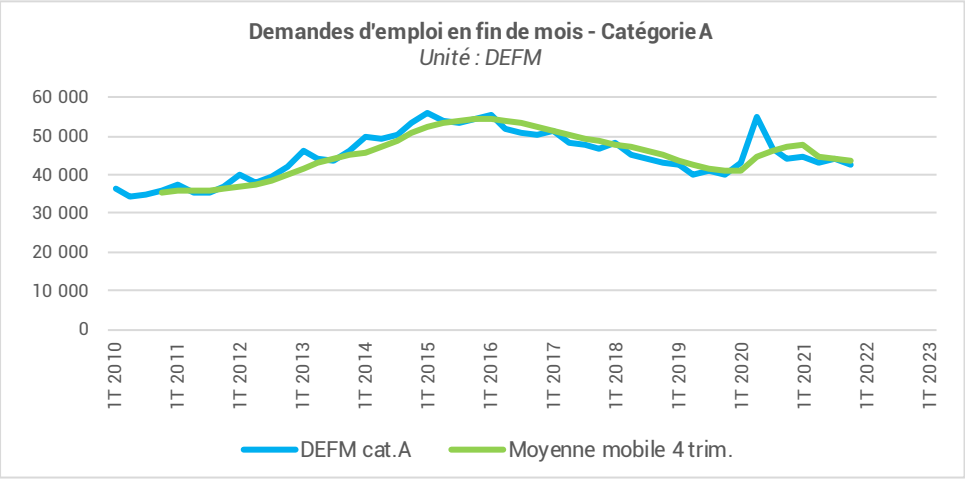
Les demandes d'emploi en fin de mois du secteur de la Construction d'Île-de-France représentent 6% des demandes d'emplois fin de mois de l'ensemble de l'activité francilienne, tous secteurs confondus. Cette part est stable par rapport à l'année précédente.

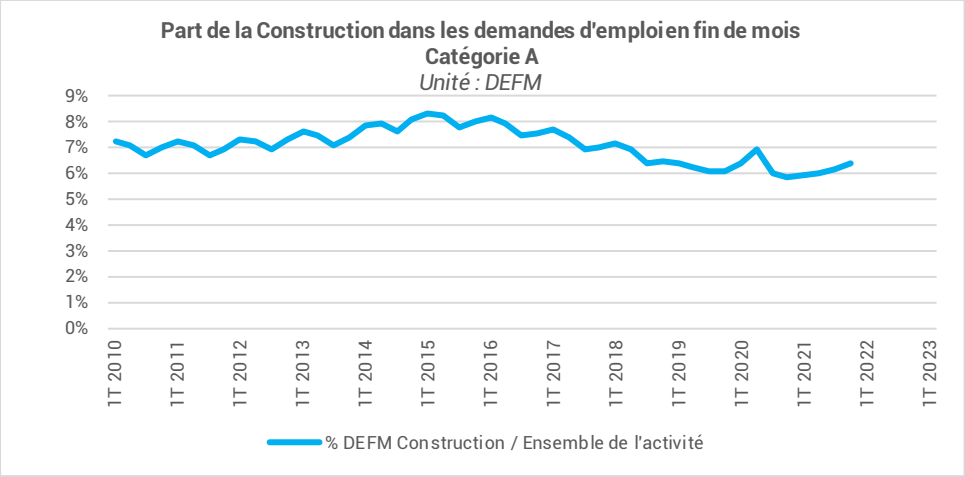
DEMANDES D'EMPLOI
AU 4° TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

42 458 DEFM

-3,6% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
DEFM Construction	**42 458 DEFM**	**-3,6%**	▼
DEFM tous secteurs économiques	**659 675 DEFM**	**-12,6%**	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	**6%**	**0,0 pt**	=





Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4 Appareil de production
Créations et défaillances d'entreprises

BAISSE DE LA CREATION D'ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

De manière générale, sur l'année 2021, la création d'entreprise connait un certain essor, notamment porté par la création hors micro-entreprise. Ce dernier semble toutefois s'essouffler en fin d'année 2021.

En Île-de-France, au cours du 4ème trimestre 2021, les créations d'entreprises du secteur de la Construction (4 425 entreprises créées) sont en baisse de -8,6% par rapport à la même période l'année précédente. Cette baisse reste toutefois nettement moins importante qu'au 3ème trimestre 2021 (-23,7%). S'agissant des créations hors micro-entrepreneurs le bilan est différent : 3 006 entreprises (hors micro-entreprises) ont été créées au 4ème trimestre 2021, soit +1% d'augmentation par rapport au 4ème trimestre 2020.

Cumulées sur les 4 derniers trimestres (début janvier - fin décembre 2021), les créations d'entreprises sont en hausse de +1,3% par rapport à la même période l'année précédente, avec plus de 16 650 entreprises créées en un an. Ce chiffre est d'autant plus important pour les créations hors micro-entrepreneurs (+12% de hausse des créations en 2021 par rapport 2020).

Aussi, il est à noter que les chiffres du 4ème trimestre 2021 sont fortement influencés par les évolutions de la création de micro-entreprises, qui connaît une forte baisse, à la fois au 4ème trimestre, et au global sur l'année 2021. Cette tendance s'explique par les fortes hausses des créations de micro-entreprises enregistrées l'année précédente (2020), le contexte de soutien aux entreprises en période de crise sanitaire ayant facilité le micro-entreprenariat.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 425 créations	-8,6%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 006 créations	+1,0%	=
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	16 653 créations	+1,3%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 052 créations	+12,0%	▲

CREATIONS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

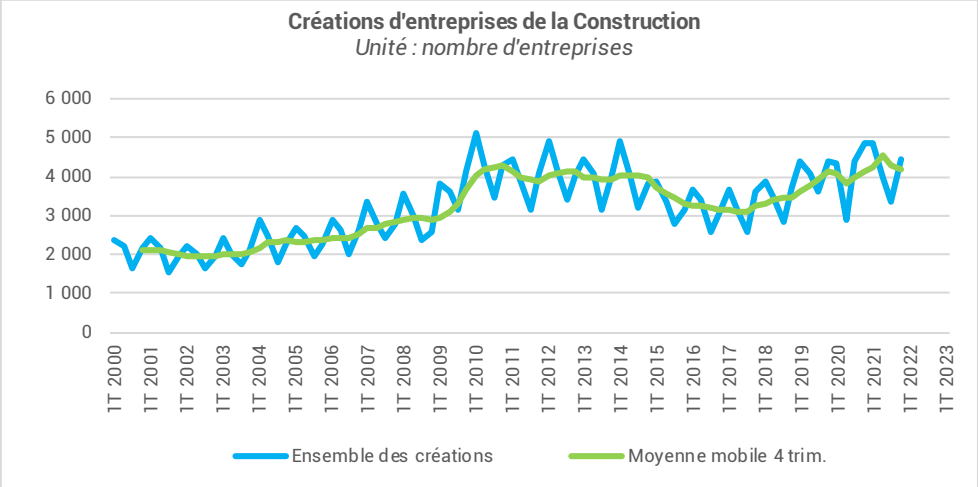
4 425 créations

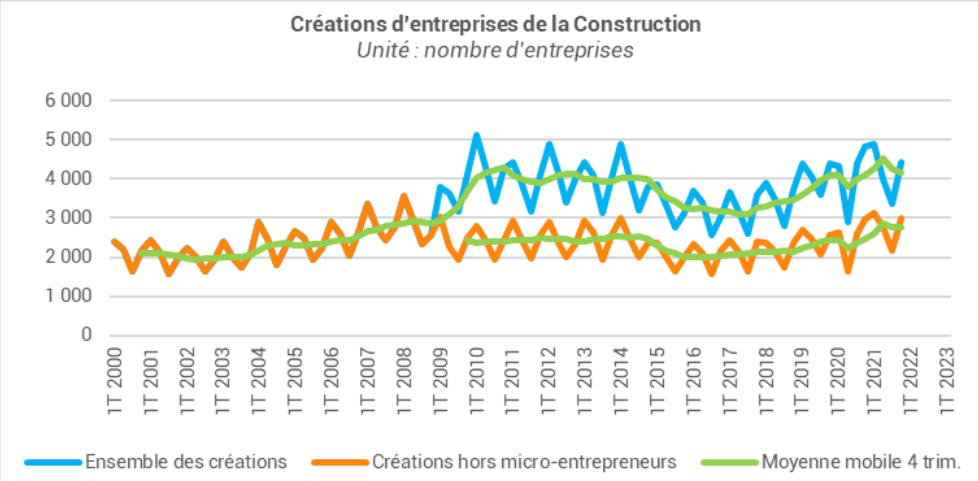
-8,6% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

HORS MICRO-ENTREPRENEURS
AU 4° TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

3 006 créations

+1,0% =
(EVOLUTION 1 AN)





Sources :
INSEE (données brutes)

4 Appareil de production
Créations et défaillances d'entreprises

AUGMENTATION DES DEFAILLANCES D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION

De manière générale, sur l'année 2021, les défaillances d'entreprises connaissent une certaine hausse (en nombre d'entreprises défaillantes et en effectifs salariés associés). Cette tendance s'accélère en fin d'année 2021 (4ème trimestre).

En effet, les défaillances d'entreprises sont en hausse en Île-de-France au 4ème trimestre 2021. Le nombre d'entreprises défaillantes a augmenté de plus de +10% (+12,2%) ce trimestre par rapport au 4ème trimestre 2021. Les défaillances cumulées des 4 derniers trimestres ont également augmenté de +2,3% par rapport à l'année 2020. Par ailleurs, les effectifs salariés des entreprises défaillantes ont également enregistré une hausse au 4ème trimestre 2021. Avec 1 165 salariés comptabilisés, les effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes ont augmenté d'environ +35% au cours de ce 4ème trimestre, par rapport au 4ème trimestre 2021. Sur l'année 2021, la hausse des effectifs salariés des entreprises défaillantes est de +13,7%, avec plus de 5000 salariés concernés.

Bien que l'on constate une hausse du nombre et des effectifs salariés des entreprises défaillantes (en courte et longue période), une partie de cette hausse est due à la période de comparaison. En effet, cet indicateur avait connu une baisse considérable au 4ème trimestre 2020 (diminution de -52% du nombre d'entreprises défaillantes), due aux mesures mises en place pendant le 1er confinement et plus globalement toute l'année 2020, visant à soutenir les entreprises. Cette augmentation reste donc relativement faible.

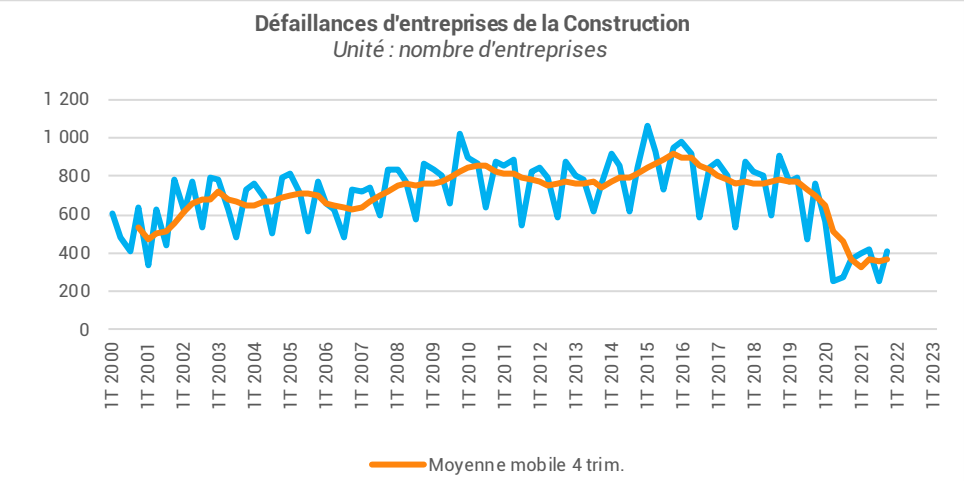
Les entreprises qui font défaut sont pour la grande majorité des entreprises de 10 à 19 salariés.

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4° TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

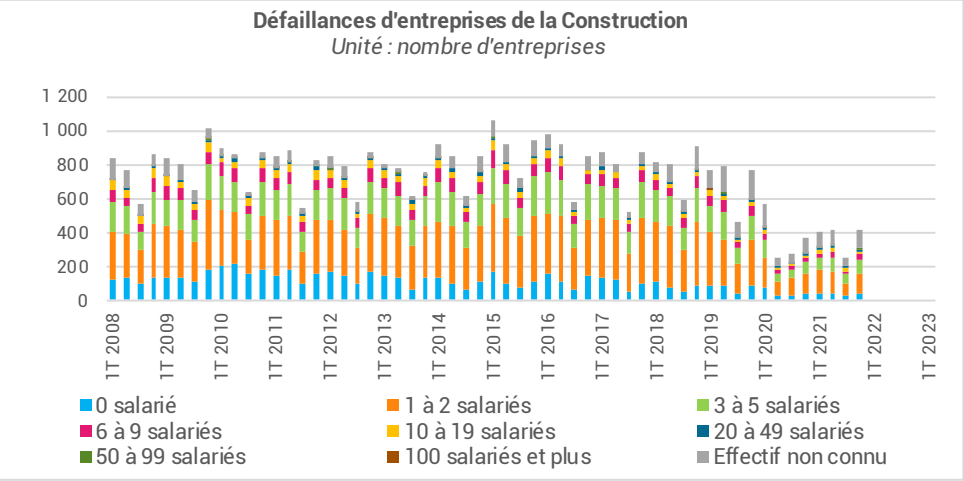
413 défaillances

+12,2% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	413 défaillances	+12,2%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 484 défaillances	+2,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 472 salariés	+34,8%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	5 015 salariés	+13,7%	▲



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus… | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC

Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC

Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com

Site internet : https://cercidf.fr/